



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Journée mondiale sur le travail décent La reprise de l'emploi doit être au rendez-vous

(Baie-Comeau, le 7 octobre 2010) – La FTQ, la CSN, la CSQ et la CSD soulignent, en ce 7 octobre, la Journée mondiale sur le travail décent instaurée à l'initiative de la Confédération syndicale internationale, la CSI. Cette journée se déroule cette année dans un contexte de lente reprise. Peu de signes indiquent, en effet, la fin de la crise de l'emploi. Chaque perte d'emploi est un drame humain. Jusqu'à maintenant, 34 millions d'emplois ont été supprimés à l'échelle planétaire depuis le début de la crise en 2008, alors que 64 millions de personnes ont plongé dans la pauvreté extrême.

Nous refusons que les budgets d'austérité et les réductions dans les services publics deviennent les moyens privilégiés de sortie de crise. Il est loin d'être certain que la reprise soit assurée. Les emplois créés récemment ne sont pas de même qualité que ceux qui ont été perdus au plus fort de la crise. Dans une perspective de retrouver des emplois de qualité, les solutions envisagées par nos gouvernements vont dans la mauvaise direction. Nous leur demandons de changer de cap.

Des emplois de moindre qualité

Au Québec, en effet, bien qu'il y ait eu récupération des emplois perdus depuis le début de la récession, ce rattrapage s'est fait au détriment des emplois à temps plein. Selon Statistiques Canada, de novembre 2008, soit avant la récession, à août 2010, on enregistre un déficit de 22 000 emplois à temps plein contre une progression de 75 000 emplois à temps partiel.

Le secteur de la fabrication, réputé pour ses emplois de qualité, enregistre le recul le plus important et les pertes d'emplois se poursuivent en 2010 avec 25 000 emplois en moins de janvier à août. Au total, depuis octobre 2008, le recul atteint 42 800 emplois. Aucune région n'a été épargnée.

Les régions ressources (Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) durement touchées par la récession peinent à récupérer les emplois alors que le taux de chômage est demeuré à peu près inchangé passant de 9,4 % en 2008 à 9,1% en 2009.

L'austérité laissera sa marque

Dans leurs prévisions d'automne, les économistes du Mouvement Desjardins notent que la reprise mondiale est encore fragile et que sa faiblesse devrait rattraper le Canada. Selon eux, l'achèvement des programmes de relance des gouvernements tempérera la croissance à la fin de 2010 et tout au long de 2011. Toujours selon Desjardins, au Québec, les mesures visant à assurer le retour à l'équilibre budgétaire laisseront leur marque. Les dépenses du gouvernement du Québec seront limitées par la fin du plan de relance du fédéral, la réduction des investissements en infrastructures et les coupes dans les programmes tandis que les dépenses des ménages seront freinées par l'augmentation du fardeau fiscal avec l'augmentation de la TVQ, des tarifs et de la contribution santé qui passera à 100 dollars l'an prochain.

Le gouvernement du Québec a choisi la pire manière de hausser ses revenus en mettant en œuvre des mesures hautement régressives. Alors que plusieurs pays, dont les États-Unis, prolongent leur programme de relance devant une reprise anémique, nos gouvernements poursuivent une course contre la montre avec des échéanciers de retour à l'équilibre budgétaire sur de trop courtes périodes.

Comme si cela n'était pas assez, le gouvernement Harper a décidé de mettre fin aux prestations supplémentaires régulières de 5 semaines et de 20 semaines pour les travailleurs ayant plus d'ancienneté et de hausser les cotisations de l'assurance-emploi pour réduire le déficit qui se dessine. Au détournement des 57 milliards de dollars de surplus s'ajoute une réduction inacceptable de l'admissibilité aux prestations alors que le nombre de chômeurs demeure élevé. Le gouvernement Harper doit plutôt maintenir, et même bonifier, les programmes mis en place l'an dernier.

Pour les quatre centrales syndicales :

- La croissance et des emplois décents, et non l'austérité, sont essentiels pour combattre la crise et mettre un terme à la pauvreté ;
- Des services publics de qualité sont essentiels à une vie décente et ne doivent pas être réduits au nom d'un assainissement budgétaire ;
- Le secteur financier doit payer les dégâts qu'il a causés et doit œuvrer pour servir l'économie réelle et répondre aux besoins humains.

Le monde se trouve à une croisée des chemins : soit il rompt avec les politiques défailtantes du passé qui sont à l'origine de la crise et s'oriente vers un futur plus juste, durable et plus prospère, soit il retombe dans les injustices et la misère du passé laissant présager une hausse de la pauvreté et un chômage massif comme constante de nos sociétés.